

L'IMPASSE DES PRODUCTEURS AGRICOLES

Le secteur agro-alimentaire pur produit de l'impérialisme.

Depuis les années 70 les productions agricoles sont en continuel état de surproduction. Souvenons-nous des montagnes de beurre et de poudre de lait qui saturaient les frigos publics et privés. La révolution verte était passée par là et la mécanisation envahissait les campagnes. Malgré les crises, la France et l'Europe ont réussi à gérer ce secteur d'activité tout d'abord parce que la production agricole était inscrite dans le cadre d'un système impérialiste. Les excédents étaient un instrument de domination des pays du Sud dont l'Afrique et le Moyen orient. En écoulant ses surplus agricoles aux prix cassés la France et l'Europe liquidait les économies locales et rendaient ces pays dépendants à leur égard. Le résultat historique est que ces pays sont incapables de nourrir leurs populations aujourd'hui encore (Algérie, Egypte ...). A l'époque la CIA avait théorisé cette situation en parlant dans un rapport resté célèbre de l'arme alimentaire. Les USA et l'Europe se livraient une sévère concurrence à travers la planète. L'Europe amadouait l'ex-URSS en lui refileant ses stocks de beurre 10 fois moins chers que sur le marché européen.

En tirant les prix par le bas la France et l'Europe étaient confrontées quasiment continuellement à la colère des agriculteurs. Pour faire face à cette instabilité sociale les autorités européennes ont eu une idée de génie : la limitation de la production par l'installation d'une politique de quotas individuels en 1984. D'une part cela a freiné la concentration de la production et de la transformation et d'autre part a permis le maintien des cours. Ainsi s'est mis en place un système de destruction des quantités excédantes. Ce système s'est mis en place grâce à l'organisation des filières de production dans le maraîchage notamment. Les destructions de légumes sont monnaie courante (chou-fleur, artichaut, salade...). Quantifier ces destructions est impossible car on jette un voile pudique sur ces pratiques.

La crise permanente de l'agro-alimentaire et la décadence de l'Europe.

Très vite ce système va se heurter à la chute du mur de Berlin et au démantèlement de l'empire soviétique mais aussi à la révolution libertarienne de Thatcher et de Reagan qui prônait l'extension du libre-échange, la fin des barrières douanières, la libre circulation des marchandises et des capitaux. « L'arme alimentaire » par ces faits perd son sens originel et de son utilité économique et politique. La politique agricole commune va dès lors tout faire pour dénoncer la cherté du soutien européen à l'agriculture. Lors de l'éclatement de la Yougoslavie la CEE ira jusqu'à transférer ces fonds européens pour aider à la constitution de l'Etat kosovar. Le démantèlement des quotas laitiers est plusieurs fois reporté sous l'action des producteurs mais d'un autre côté on ouvre les vannes en favorisant l'augmentation des productions en Pologne, en Roumanie et dans l'ex-Allemagne de l'est. Enfin l'émergence des pays du Sud permet l'apparition de nouveaux producteurs beaucoup plus compétitifs (Brésil, Argentine et c...) Le paysage agricole en est profondément modifié. Les marchés internationaux deviennent de plus en plus volatils. La spéculation des financiers domine le marché.

L'Europe a cessé définitivement d'être le protecteur du secteur agricole. Elle cesse en même temps d'être une puissance en formation, le projet européen se meurt avec la fin de la guerre froide. Malgré l'intox entretenue, la refondation de l'Europe n'est pas souhaitée par l'ensemble de ses membres. L'Europe ne se donne aucun moyen pour se transformer en puissance. Ainsi elle regarde l'OTAN s'écrouler sans réagir ; elle se montre incapable de parler d'une seule voix ; les solidarités nécessaires sur le plan de la fiscalité, de la police, de la gestion des immigrés et c... sont inexistantes. Il n'y a donc aucune surprise à voir ses

populations à manifester leur méfiance à l'égard de ce truc en perdition. Le Brexit n'est qu'une des manifestations de cette inexistance.

Les producteurs agricoles se cherchent un ennemi.

Face à la chute des prix mondiaux, face aux crises à répétition, les producteurs cherchent l'origine de leurs malheurs et par conséquent des interlocuteurs sur qui ils peuvent peser. On peut dire qu'ils ont fait le tour des suspects possibles. On les a vus s'attaquer aux grandes surfaces, aux industriels transformateurs, ils iront même accuser les consommateurs de ne pas acheter français. Les gains de ces actions resteront marginaux. En désespoir de cause ils s'adresseront à l'Europe puis à l'Etat français pour décrocher des aides momentanées (juste pour les laisser mourir à petit feu, lambeau par lambeau). Enfin pour clore leurs démarches ils iront s'attaquer à la multinationale Lactalis (premier groupe mondial laitier).. Là encore le résultat de leurs actions restera maigre. Une partie des producteurs sera soulagée mais la grande majorité des producteurs restera dans le rouge. Les producteurs ont oublié que Lactalis malgré sa dimension se trouve confronté aux mêmes problèmes qu'eux, que son taux de profit après impôts n'est que de 3%, de plus il faudrait connaître son taux d'endettement (assurément colossal). Lactalis reste très secret sur la réalité financière de son groupe. On connaît seulement plusieurs fonds communs d'investissement (Canadien, Norvégien...) qui le soutiennent. Ces fonds sont actuellement en difficulté par une baisse de la valeur de leurs actions (-30 %) : Il reste la société générale et le crédit agricole qui restent silencieux à ce sujet. Que se soit de n'importe quel côté que les producteurs se tournent ils ne trouvent aucune solution pérenne. Même les solutions dites biologiques n'offrent qu'une niche économique étriquée inaccessible pour le plus grand nombre.

Vers une destruction massive des moyens de production

Quelque soient les miettes que les producteurs pourront arracher, seule une petite minorité s'en sortira. La concentration de la production dans le système économique actuelle est la seule perspective non seulement pour les agriculteurs et les éleveurs mais aussi pour les usines des transformateurs. Les paysans tentent de freiner cette transformation. Ils font campagne par exemple contre la ferme des 1000 vaches dans la Somme construite en 2013. Depuis 27 dossiers d'agrément ont été déposés pour des fermes dépassant les 1000 vaches. Idem pour la production porcine avec la construction de tours d'élevage que les préfets bloquent actuellement. Rien ne pourra arrêter cette fuite en avant, à moins de disparaître. La confrontation au marché mondial couplée à la spéculation financière rendent illisible l'avenir des producteurs. Le repli sur le marché national n'est même pas évoqué par les producteurs car ils savent bien que leur activité est mondialisée depuis longtemps et sortir de ce cadre c'est condamner à court terme les professions agricoles à des destructions massives des outils de production. C'est l'impasse complète.

Une seule solution : sortir du système !

Les luttes corporatistes ont atteint leurs limites avec l'affaiblissement des Etats. Le temps des Etats-stratèges est terminé. Le tout financier a tué le marché pour laisser la place aux bulles spéculatives. Les producteurs n'ont plus aucun contrôle sur leur avenir, ils n'ont même plus d'interlocuteurs. L'exercice des contre-pouvoirs est devenu impossible mettant à mal la démocratie bourgeoise.